

Questions orales

LES AFFAIRES INDIENNES

LES DROITS DES ABORIGÈNES—LA DÉCLARATION
MINISTÉRIELLE

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Étant donné qu'il y a plus de quatre mois que le premier ministre a indiqué qu'une déclaration serait faite en ce qui concerne les affaires indiennes, le ministre pourrait-il indiquer à la Chambre quand il pourra faire cette déclaration, spécialement en ce qui concerne la question des droits des aborigènes.

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Bientôt, monsieur l'Orateur.

* * *

LES TRANSPORTS

LA HAUSSE DU TARIF-MARCHANDISES DANS LES
PROVINCES ATLANTIQUES—LES PROTESTATIONS DES
PREMIERS MINISTRES—LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Le ministre a-t-il reçu du premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard et des autres premiers ministres des provinces atlantiques une protestation contre l'augmentation scandaleuse du tarif-marchandises annoncée par le CN et, dans l'affirmative qu'a-t-il répondu à ces messieurs?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je ne me souviens pas d'avoir reçu un télégramme rédigé de la manière indiquée par l'honorable représentant.

LA HAUSSE DU TARIF-MARCHANDISES DANS LES
PROVINCES ATLANTIQUES—LES MESURES ENVISAGÉES
PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports et fait suite à la question qui lui a été posée par mon collègue, le député de Hillsborough. Suite à la réunion qui a eu lieu au début de l'année entre le ministre et les premiers ministres des provinces de l'Atlantique au sujet d'une réduction tangible du tarif de transport des marchandises dans ces provinces, le ministre serait-il prêt à faire une déclaration à cet égard d'ici peu afin d'atténuer les conséquences très graves que doivent avoir les mesures qui seront bientôt prises par le Canadien National?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Avec empressement, monsieur l'Orateur, et j'espère que tous ceux qui ont de l'influence à la Chambre convaincront les premiers ministres des provinces de l'Atlantique d'accepter nos propositions.

* * *

LE MULTICULTURALISME

DEMANDE D'AIDE EN FAVEUR DE LA PRESSE ETHNIQUE
EN RAISON DE L'AUGMENTATION DU TARIF POSTAL

M. Joe Clark (Rocky Mountain): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Étant donné que le ministre des Postes refuse d'annuler les augmentations nuisibles du taux postal pour la presse

[M. l'Orateur.]

hebdomadaire et périodique et afin d'éviter les subventions sélectives officieuses que nous avons eues sous la forme déguisée d'un programme multiculturel, le gouvernement présentera-t-il un programme régulier pour aider la presse ethnique et périodique au Canada?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous essayons d'aider la presse périodique et ethnique du Canada de nombreuses manières.

* * *

LA SANTÉ

LES RECHERCHES SUR LA PILULE CONTRACEPTIVE—LA
QUESTION DE LA PRESCRIPTION

Mme Grace MacInnis (Vancouver Kingsway): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné que sur 100 enfants qui naissent au Canada, neuf sont illégitimes et représentent une charge pour le contribuable sans parler de leur avenir incertain, et vu que de nombreuses femmes hésitent à prendre la pilule contraceptive à cause des risques éventuels pour leur santé, le ministre peut-il dire à la Chambre quelles ressources son ministère consacre aux recherches sur la pilule contraceptive?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député se rendra compte qu'une telle question devrait normalement être inscrite au *Feuilleton*, mais le ministre peut y répondre brièvement. Autrement dit, on répond normalement à une question de ce genre par une déclaration à l'appel des motions, mais le ministre peut dire s'il compte faire une telle déclaration.

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, il va falloir que je consulte les crédits de mon ministère pour trouver le chiffre exact.

Mme MacInnis: Puis-je demander au ministre s'il songe à faciliter la prescription de la pilule comme le recommande le président de l'Association de planning familial du Canada?

M. Lalonde: Monsieur l'Orateur, la distribution de la pilule, comme de tout autre médicament, relève de la compétence du gouvernement provincial. C'est une question qui devrait être adressée au pharmacien du coin et au ministre de la Santé de chaque province.

* * *

LES POSTES

LES INSTANCES DES FACTEURS RURAUX—LES ÉTUDES ET
L'ANNONCE DE LA POLITIQUE

M. Alex Patterson (Fraser Valley-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Postes. En réponse aux questions qui lui ont été posées à la Chambre et aux lettres qui lui ont été adressées, le ministre a répondu que les instances présentées au nom des facteurs ruraux font l'objet d'études intensives. Pourrait-il nous dire si les études auxquelles il a fait allusion son terminées et quand la politique gouvernementale sera annoncée à la Chambre?